



**PRÉFET
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de
l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

ARRÊTÉ

Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02420P0151
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Centre-Val de Loire
Officier de la Légion d'honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

VU l'arrêté préfectoral n°2020-111 du 1^{er} octobre 2020 portant délégation de signature du préfet de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

VU la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02420P0151 relative au défrichement de 5 ha au lieu-dit « Les Landes » sur la commune de Chaumont-sur-Tharonne (41), reçue complète le 27 octobre 2020 ;

VU la décision tacite, née le 1^{er} décembre 2020, soumettant à évaluation environnementale le défrichement de 5 ha au lieu-dit « Les Landes » sur la commune de Chaumont-sur-Tharonne (41) ;

VU l'avis de l'agence régionale de santé du 27 novembre 2020 ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste à défricher plusieurs parcelles boisées principalement de châtaigniers et de bouleaux en vue de recréer une prairie de pâturage au nord du territoire communal de Chaumont-sur-Tharonne ;

CONSIDÉRANT que le projet relève de la catégorie 47°b) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet est localisé :

- au sein du site Natura 2000 « Sologne » ;
- dans un périmètre boisé et à environ 2,2 km de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (Znieff) de type 2 « L'étang Neuf à Chaumont-sur-Tharonne » ;

CONSIDÉRANT néanmoins que les parcelles à défricher ne présentent en elles-mêmes aucune sensibilité environnementale au plan de la biodiversité ;

CONSIDÉRANT que le dossier prévoit la mise en oeuvre d'une mesure compensatoire qui porte sur la valorisation de 5 ha de taillis par la plantation de pins maritimes ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas de nature à remettre en cause l'état de conservation du site Natura 2000 « Sologne » ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de sa nature, de sa localisation et de ses caractéristiques, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé humaine,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : La décision tacite, née le 1^{er} décembre 2020, soumettant à évaluation environnementale le défrichement de 5 ha au lieu-dit « Les Landes » sur la commune de Chaumont-sur-Tharonne (41) est annulée.

ARTICLE 2 : Le défrichement de 5 ha au lieu-dit « Les Landes » sur la commune de Chaumont-sur-Tharonne (41) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

ARTICLE 4 : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le
Pour le Préfet de la région
Centre-Val de Loire et par délégation,

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à : **M. le Préfet de la région Centre-Val de Loire**
Secrétariat général pour les affaires régionales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;
- un **recours hiérarchique**, adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;
- un **recours contentieux**, en saisissant le **tribunal administratif**
28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

Dans les deux premiers cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.
Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.